

Un confinement improvisé, une rentrée non préparée¹

« Jamais je n'ai vu une crise aussi multidimensionnelle et aussi totale »

Edgar Morin

Cette septième chronique a été écrite avant l'annonce du nouveau gouvernement. Elle est un peu plus longue que les précédentes car non seulement elle tente de coller à la très riche actualité source de multiples polémiques, mais elle livre un premier bilan sommaire des quatre mois écoulés depuis le début du confinement en France. De plus, elle se risque à évoquer l'été qui s'annonce « apprenant » selon les dires du Ministre. Enfin, elle pointe que malgré son extrême complexité, aucune réelle préparation de la rentrée ne s'annonce. Comme si on ne pouvait pas éviter de commettre les mêmes erreurs !

L'école est en mille morceaux

Après le *tsunami* qui l'a traversée et dévastée, l'école est en mille morceaux, en France comme ailleurs, et sans horizon clair nulle part. La suite qui vient est-elle une nouvelle catastrophe annoncée ? Pas nécessairement, si les acteurs s'emploient collectivement à construire un système résilient, et s'organisent pour affronter les nouveaux défis. On a bien vu de nombreuses populations totalement démunies à la suite d'un grand déferlement de l'océan et de lourdes inondations s'employer solidairement à reconstruire leurs logements, les routes, les hôpitaux et les autres bâtiments publics détruits en quelques minutes. Les enseignants sont aptes à le faire pour l'École avec l'appui des parents d'élèves et des pouvoirs publics. En ce début juillet, les élèves sont en vacances et du même coup la majorité des enseignants aussi : comme rien ne définit en France le temps annuel de travail de ces derniers, même pas la loi sur les 35 heures, leurs congés s'alignent sur les 16 semaines de vacances des élèves.

Les organisations syndicales conviennent que la prochaine rentrée nécessite un sérieux temps de préparation et depuis peu elles le demandent avec force. Comme elles n'envisagent pas que cela puisse s'envisager à la fin du mois d'août (pensez donc !), cela se fera nécessairement après la rentrée scolaire, c'est-à-dire sur le temps dû aux élèves, sans que cela leur pose la moindre question éthique. Pauvre école ! Les statuologues ont compris que la rentrée serait complexe à mettre en œuvre et, sans trop le dire mais on les voit venir, ils se

¹ Comme les précédents billets accessibles sur les sites d'Horizons publics, d'Éducation et devenir, de la Mission laïque française, etc. ce texte est libre de droit.

V₂

donnent jusqu'à la Toussaint pour retrouver leur chère « École d'avant ». Pour eux rien ne presse, elle est la seule qu'ils soient capables d'imaginer ; ils ont une seule idée et c'est déjà mieux que rien ! Bien que d'autres enseignants en aient à revendre et accumulent des pépites, classiquement ils sont déjà en train de se faire museler par les irresponsables, je l'illustrerai plus loin à travers des exemples.

L'enseignement à distance est entré dans la basse-cour

L'enseignement à distance est entré dans la basse-cour, mais, comme des renards, les statuologues vont, très vite, tout faire pour le dévorer, pour qu'il ne fasse pas école. Ils n'ont même pas été impressionnés par les sympathiques chorales à distances d'élèves ou d'enseignants montrant ce que permettent, certes avec des limites, les outils contemporains car leur idéologie leur interdit non seulement toute observation objective mais plus encore de se livrer à des expérimentations pour se faire une idée. Pensez donc ! Pour eux, comme pour les technocrates, on n'expérimente pas, on applique des circulaires. Pour reprendre la distinction récente des Cahiers pédagogiques, ils encouragent les « professeurs exécutants » plutôt que les « professeurs concepteurs » qu'ils détestent et qui pourtant ont de belles occasions de montrer ce qu'ils peuvent faire. Tristement, leurs *a priori* leurs suffisent. Ils continuent à répéter qu'il ne s'agit pas d'enseignement. *A fortiori*, ne leur parlez surtout pas du « principe de plaisir partagé » ils vous prendraient pour des pervers !

Sans doute les statuologues n'ont pas noté que les universités québécoises, des universités belges, des universités françaises, Cambridge et beaucoup d'autres s'appêtent à faire une rentrée universitaire sans aucun cours en présentiel. Pour le niveau scolaire, je reviendrai là-dessus, ce n'est pas l'hypothèse retenue dans la majorité des pays, ce n'est que l'un des *scenarii* envisagés.

Un sondage récent a de quoi désespérer les statuologues (tant mieux, mais rassurez-vous, ils ne renoncent jamais ! C'est leur force). Ce sondage montre que la majorité des parents ont assisté à la totalité d'au moins un cours donné à leurs enfants et que cela les a intéressés. Par ailleurs, 78% des enseignants se sont progressivement adaptés à la situation, c'est donc une forte majorité, et pour 87% des parents le numérique a joué un rôle essentiel. Enfin, pour 72% d'entre eux, les effets de cette crise pédagogique sont positifs ! Je suis prêt à parier que les insupportables statuologues, égaux à eux-mêmes, ne tiendront pas compte de cela ; on a déjà observé des signes très inquiétants de leur comportement tyrannique pendant le déconfinement.

Du pire et du meilleur

Dans une telle situation où interviennent de multiples facteurs de nature très différente il est classique de discerner du pire, ici essentiellement conséquence de l'impréparation

V₂

générale², et du meilleur dû, à la réactivité des acteurs les plus mobilisés qui ont réalisé des exploits pour relever les défis. Ils n'avaient jamais œuvré avec une telle autonomie ; ils vont la regretter. Au début, tous étaient perdus, élèves, enseignants et parents, mais cela n'a pas duré plus de 2 à 3 semaines. Le dilemme initial des enseignants était de savoir s'ils devaient seulement maintenir des liens et consolider des acquis, ou aborder des notions nouvelles, bref, enseigner à distance. Tous n'ont pas tranché dans le même sens. Les réponses ont été individuelles et non partagées, reflet du fonctionnement ordinaire de nos établissements dans lesquels le pilotage pédagogique collectif n'est pas la première priorité.

Cette crise a donc servi à révéler des forces et des faiblesses du système tel qu'il était alors, notamment à travers les réactions de certains acteurs. Ne vient-on pas déjà d'entendre des enseignants de CP trouver par avance inadmissible qu'à la prochaine rentrée scolaire certains élèves sauront lire ? Et alors ? Par ailleurs, en collège durant les 3 vagues de déconfinement, beaucoup de parents n'ont pas admis que les emplois du temps proposés à leurs enfants soient « pleins de vides ». La faute à qui ? S'il n'y avait pas assez d'enseignants disponibles, pourquoi avoir fait venir les élèves qui ainsi travaillèrent moins bien au collège que chez eux ? S'agissait-il de décrédibiliser l'École qui n'en avait pas besoin ? On devine la perplexité des parents éberlués ! Il a fallu aussi lutter contre une quasi-tradition : juin est un temps de « pré vacances », de deux ou trois semaines ou moins, car il faut bien les préparer ! On ne change pas un tel rituel du jour au lendemain. Même Xavier Darcos avait vainement tenté de le faire. En principe, tout fut organisé pour « redonner l'envie d'école » ? Alors, c'est raté ! Seul le plaisir de retrouver certains copains a été de retour. C'est seulement cela l'École ?

Le confinement fut soudain, instantané, avec un schéma simple, unique et stable : la suppression totale des enseignements en présentiel et l'organisation de l'école à la maison dans une relative sérénité des familles, pourtant un peu décontenancées au début. En revanche, le déconfinement fut complexe, multiple, évolutif, partiel, angoissant, partagé entre l'école, la maison et des tiers lieux, fait d'ordres et de contre-ordres générant de la colère et une fatigue supplémentaire inutile. Il fut surtout non conclusif. En quelques semaines, à trois reprises, provoquant de nombreuses tensions internes, il a fallu tout réorganiser, trois fois, si on peut appeler cela de l'organisation ! La récente et vive colère exprimée publiquement par les chefs d'établissement du public et du privé est sans précédent. Elle attend encore une vraie réponse du ministre qui tarde à venir. Durant ces quatre mois, les recteurs, par tradition publiquement peu loquaces sauf pour décliner la politique du ministre, sont devenus muets, même les plus capés !

Le déconfinement en trois actes a néanmoins eu un effet positif : il fut, dans les faits, une extraordinaire formation à la flexibilité des organisations, même si, pendant à peine

² En 2018, c'était hier, l'enquête Talis a montré qu'en France moins de 40% des enseignants étaient préparés à utiliser le numérique.

V₂

quelques jours, au point culminant, cela n'aura concerné que 75% des élèves du primaire, 60% des collégiens, une poignée d'élèves de lycées et un peu plus de LP. Ce fut donc une expérimentation nationale, mais très partielle, dont on ignore encore à quoi elle préparait vraiment. Le ministre semble se satisfaire de la présence, selon lui, de 80% des élèves dans la dernière phase. Mais entre les académies, elle varie de 50% à 90% et il y a d'importantes différences selon les villes, les quartiers et les établissements. Dans certains LP cela n'aurait pas atteint 40%, alors qu'il s'agit des publics les plus menacés de décrochage. Tout cela pour ce piètre résultat ? Le ministre affirme qu'il y aurait plus de collégiens en classe cette année que l'an dernier. Cela en dit long sur notre école !

Au silence abyssal des recteurs et de leurs collaborateurs, s'ajoute celui des organisations syndicales qui ne furent intéressées que par le réglementaire. Pendant plusieurs mois elles ont fait des conditions sanitaires leur unique sujet d'intérêt, se désintéressant totalement du registre pédagogique dont elles se sont détournées il y a déjà plus de quarante ans. La pédagogie n'est pas leur tasse de thé. Ne leur parlez surtout pas d'ingénierie pédagogique, le réglementaire et les nombreuses circulaires suffisent à leur bonheur. Comme la technocratie, elles veulent seulement des normes, des normes, encore des normes !

Je ne pense pas que tout ce qui s'est passé au niveau de la notation dans les lycées, en lien avec le baccalauréat soit à porter au crédit du système. Sous question d'équité, les tripatouillages de notes, indépendamment du travail fourni par les élèves, ne sont pas glorieux, surtout lorsqu'il s'agit, selon certains discours, d'éviter que par des redoublements en trop grand nombre en terminale, les classes soient surchargées à la rentrée prochaine. C'est immoral mais chacun y trouve son compte : les élèves lauréats du Bac, ceux qui ont de bonnes notes en première, leurs parents, les enseignants, les cadres et le ministre qui aura de bonnes statistiques à présenter aux médias. On discerne là des complicités objectives.

Quelques leçons à tirer de la crise

Dans mon récent livre³, j'ai consacré trois chapitres à Jean-Michel Blanquer, un par année d'exercice, pour mettre en lumière ce que je considère comme sa principale caractéristique et que je n'ai rencontrée chez aucun des ministres qui l'ont précédé : son style, consistant à ajouter chaque jour ou presque, les uns aux autres, de multiples dispositifs, petits et grands. Un responsable en activité, je ne peux donc pas citer son nom, m'écrit : « il s'est agi de faire bouger la barque en la secouant dans tous les sens pour faire croire qu'elle avance alors qu'elle fait du surplace ». Clairement adapté au temps calme, ce style a fait osciller le monstre d'immobilisme. Depuis sa prise de fonction il y a plus de 3 ans, son style a beaucoup déstabilisé les syndicats qui ne trouvaient en lui aucune de leurs marques habituelles. Ah ! Les

³ Alain Bouvier (2019) : **Propos iconoclastes sur le système éducatif français**, collection Au fil du Débat, Paris, Berger-Levrault

V₂

pauvres ! Ils avaient toujours un ou deux coups de retard. Mais dans la tempête que nous venons de traverser ce même style s'est montré inadapté car la période nécessitait un grand pilote sachant où il allait et montrant à tous la voie à suivre. Quel que soit l'avenir, Jean-Michel Blanquer restera comme le ministre qui avait trop peu anticipé cette crise et ses conséquences, de sorte que la grande masse des enseignants ont eu à relever, tant bien que mal, le défi et globalement si l'on oublie les scories, ils l'ont fait plutôt bien.

Sur un autre plan, on a vu fleurir ici où là des formes d'évaluations par les parents de l'action des enseignants. Avec Internet, c'est facile. Comme dans un immeuble où les habitants ne sont pas tous concernés par certains sujets, si l'un des copropriétaires ou des locataires s'en empare et fait le travail, alors les autres le suivent. Il en fut ainsi pour les parents d'élèves et des données recueillies sont sorties sur des réseaux sociaux et un petit nombre de médias. Difficile de savoir comment cela va évoluer pour l'évaluation future de l'action pédagogique des enseignants, d'autant plus que dans l'enseignement secondaire les inspecteurs ont été remarqués par leur absence. Il eût fallu qu'ils changeassent de métier ; cela viendra peut-être, mais ils n'en sont pas encore là et pour la rentrée rien d'encourageant ne s'annonce.

Par ailleurs, les parents ont été amenés à intervenir pour leurs enfants dans toutes les disciplines, bien sûr souvent avec difficulté, mais ils l'ont fait. Les enseignants, professionnels formés à Bac+5, pourraient mieux qu'eux intervenir sur plusieurs disciplines, en faisant de l'enseignement dans leur domaine et de l'accompagnement dans d'autres, contribuant ainsi à faire évoluer, eux aussi, leur métier. Cela pose la question de la nature du travail des enseignants, sa qualification et la formation qui peut y conduire. On devine que ce sujet ne sera pas réglé d'ici la prochaine rentrée scolaire, qu'il prendra du temps, beaucoup de temps, mais il est assuré qu'il faudra au moins et sans tarder, professionnaliser l'enseignement à distance, dépasser le simple bricolage aussi génial soit-il.

Avant la crise, même modeste, existait déjà du *home schooling* : des enfants éduqués à domicile sous une légère surveillance de l'État, les parents utilisant pour cela les aides qu'ils voulaient. Pendant le confinement on peut dire que cette situation est devenue la règle générale, mais avec une différence essentielle : les élèves, c'est-à-dire les enfants inscrits dans une école primaire ou un établissement secondaire, étaient censés utiliser, avec l'aide de leurs parents, les ressources mises à leur disposition à distance par leurs enseignants en suivant les consignes de ces derniers. Cela a pu faire naître chez certains parents de nouvelles habitudes et même des désirs de *home schooling* pour le futur. Cette question est importante et nous verrons à la rentrée ce qu'il en sera.

Le déconfinement a déjà ravivé certains conflits entre les enseignants. Quelle sera la tonalité de la prochaine rentrée ? Un proviseur d'un lycée professionnel de Paris m'écrit : « je suis effaré que les Lambertistes de FO ne jurent désormais que par le présentiel alors qu'ils ne voulaient surtout pas reprendre ! Ils refusent, bien sûr, de reconnaître au distanciel une quelconque valeur pédagogique. Ceux qui ont fait des choses performantes se taisent et tout le

V₂

monde fait corps ! ». C'est ainsi que des minorités tyranniques peuvent facilement imposer leur loi à des majorités non combattives. Cela montre comment les statuologues même peu nombreux dominent le ventre mou et les innovateurs engagés qui ne s'organisent pas pour leur faire face, leur permettant ainsi de ternir chaque jour un peu plus l'image de toute la corporation. Autre exemple : un innovateur engagé du premier degré, très actif pendant la période du confinement, qui a quotidiennement échangé avec tous ses élèves et les a tous sauf un retrouvés au moment du déconfinement s'est vu, dès son retour dans son école, reprocher d'avoir pris autant d'initiatives pédagogiques sans s'être concerté... avec ceux qui ne faisaient rien ! Après la dernière classe, les parents d'élèves sont tous venus pour le féliciter et lui remettre un très joli cadeau. Et, heureuse coïncidence, il a aussi bénéficié de la reconnaissance de son institution. Cela peut donc arriver.

La « continuité pédagogique » n'était pas un problème d'outils car il y avait diverses façons de l'assurer (pas seulement par le numérique), mais une question de volonté, d'intention, de méthodologie et aussi, bien sûr, de pilotage et d'ingénierie. Elle reposait sur une forte volonté d'inventer et on a pu voir progressivement un nombre important d'enseignants franchir de nombreux obstacles par leur enthousiasme, leur sérieux et leurs compétences. Ceux-là étaient dignes des personnels de santé.

Quelques acquis de la crise

De mars à septembre, ces six mois constituent, de fait, une incroyable et triple expérimentation qui n'a pas dit son nom, sans précédent par sa soudaineté, son ampleur, sa durée et ses phases. Malgré la forte volonté des statuologues de tout faire pour très vite retrouver leur chère « école d'avant », on peut gager que d'autres expérimentations se poursuivront, d'abord pour assumer les conséquences de la forte différenciation des six mois écoulés, ensuite pour être prêt à faire face aux confinements locaux qui s'avèreront nécessaires ici où là, un peu à répétition, parfois au niveau d'un établissement, d'une commune, d'une ville ou d'un département, ou... Heureusement, le pire n'est jamais sûr ! Enfin il faudra tenir compte des appétences nouvelles des parents d'élèves et des désirs de travail à distance de certains enseignants, car certains l'ont beaucoup apprécié et voudront encore le pratiquer, au moins à temps partiel. Dans la société, le temps du télétravail, au moins partiel, est venu.

Je distingue cinq acquis nets de cette vaste expérimentation improvisée⁴ :

- 1) - La liaison entre les enseignants et les parents d'élèves s'est positivement renforcée pendant le confinement ; beaucoup moins pendant le déconfinement. Dans la première période les dialogues ont été fertiles. Paradoxalement,

⁴ D'autres que moi font déjà des bilans. Par exemple, le *think tank* VersLeHaut tire 5 leçons de la crise et formule 23 propositions qui alimenteront ses propres États généraux en 2021.

V₂

l'enseignement à distance a créé de la proximité et l'on peut espérer qu'ici et là se tisseront désormais des alliances d'un nouveau type.

- 2) - Voulu ou pas, l'individualisation des apprentissages des élèves a fait son entrée. C'est une quasi-révolution. Pour l'école française, c'est une vraie découverte.
- 3) - Les usages du numérique ont parfois occupé les enfants (et leurs parents) plus de 4 heures par jour⁵, parfois les dimanches et pendant les semaines de vacances des enseignants aussi. À tort ou à raison, la dangerosité des écrans n'est plus évoquée. Après toutes les mauvaises surprises et déconvenues initiales, cela s'est banalisé, ritualisé puis fortement amélioré. Il ne s'est jamais vendu autant d'ordinateurs et d'imprimantes et cela continue au point qu'actuellement les stocks sont épuisés.
- 4) - L'hybridation des enseignements n'est plus loin, mais pose de multiples problèmes d'ingénierie pédagogique et de formation des enseignants. 5)- L'accompagnement des élèves a fait une entrée fracassante et maintenant ce sont les enseignants qui expriment à leur tour des besoins d'accompagnement. Pour eux, le développement professionnel pourrait connaître prochainement d'heureux débuts comme on peut l'espérer.

Ces acquis sont autant de nouveaux problèmes à approfondir, c'est ainsi que progresse un système éducatif. Il faudra aussi tenir compte du fait que cette année scolaire se termine par un « blues » généralisé des enseignants mais aussi des cadres, un peu les oubliés du système ; à ce sujet, des enquêtes sont en cours. Ils disent tous ressentir un goût d'inachevé. Ils s'interrogent sur la prochaine rentrée scolaire et encore plus sur les mois qui vont la suivre.

Un été apprenant

Depuis plus de trente ans, je travaille en sciences de gestion sur les organisations apprenantes : établissements secondaires, réseaux, territoires, écoles primaires, universités, REP, circonscriptions, Mairies, etc. Ce fut pendant plusieurs années le fil conducteur de mes séminaires et cours de master destinés aux cadres du système. D'entendre le Président de la République évoquer une « Nation apprenante », puis le ministre de l'Éducation nationale employer le qualificatif d'apprenantes pour les vacances ou des colonies de vacances a retenu mon attention. En fait, j'ai vite compris que cela n'avait rien à voir avec les concepts auxquels je me référais : ce ne sont pas les colonies de vacances qui vont apprendre (c'est-à-dire progresser dans la qualité de leurs actions). En principe, ce sont les enfants qui compléteront leurs moments ludiques par des temps d'apprentissages scolaires en vue de se préparer à la

⁵ Des enquêtes montrent que les jeunes enfants ont été sept heures par jour sur des écrans et, Oh ! surprise ! surtout dans des buts éducatifs. Autre révélation : la maternelle se prête très bien au numérique.

V₂

prochaine rentrée. L'expression « apprenante » est donc employée d'abondance sans rapport avec les concepts théoriques (après tout, pourquoi pas ?). Elle est donc un moyen de faire du *marketing*, de marquer les esprits, notamment des parents d'élèves et des médias.

Dans son habituel style que j'évoquais plus haut, Jean-Michel Blanquer propose cinq dispositifs principaux pour ces « vacances apprenantes ». Gratuits pour les plus modestes, selon un plan qui affiche 23 mesures, ils concerneront 1 million d'enfants. D'une certaine façon cela semble énorme, et pourtant cela concernera seulement 8% des élèves. Un secrétaire général d'académie à la retraite et observateur attentif du système éducatif évoque cet ensemble en le qualifiant de « grand désordre » et, un cadre en activité de « fourre-tout ». En effet, avec de tels effectifs, son organisation n'a rien d'assuré par avance. Ainsi, il y aura le dispositif « École ouverte », pour 400 000 enfants, sorte de cousinage avec les mystérieux 2S2C sortis récemment. Il inclut le dispositif « l'été du pro », conçu pour 15 000 élèves. Il s'appuiera sur 250 lycées professionnels qui seront ouverts 2 semaines pendant l'été. Des « colonies de vacances apprenantes » accueilleront 250 000 enfants, dont 200 000 issus des quartiers prioritaires de la politique de la ville. Les « écoles buissonnières » en accueilleront 50 000 à la campagne ou sur le littoral pour une semaine ou quelques jours, en internat ou sous la tente. Les accueils de « loisirs apprenants », dans des sortes de « centre aérés apprenants », attendent 300 000 enfants. Ils bénéficieront de l'appui du CNED qui jouera sur le « ludo-éducatif ». Fin août sera proposée aux familles volontaires une bien nécessaire semaine de soutien scolaire gratuit. Je n'ai pas encore vu de chiffres annoncés sur les effectifs envisagés. Suite aux premières informations qui circulent, il y aurait plus d'élèves intéressés que de places offertes mais, hélas, pas nécessairement les élèves les plus en difficulté scolaire. S'annonce aussi un manque d'enseignants volontaires pour apporter leur concours aux autres acteurs impliqués dans les dispositifs. Début septembre on pourra faire le décompte de tout. En auvergne, on dit que c'est à la fin du marché que l'on compte les bouses !

À de la période individualisée de confinement, puis aux trois actes territorialisés, superficiels et très partiels de déconfinement, s'ajoutent donc maintenant, en attendant la rentrée, ces dispositifs différents, sans oublier les cahiers de devoirs de vacances ou de soutien qui rencontrent un succès phénoménal⁶ et, bien sûr, tout ce que proposent les officines d'aide à domicile par Internet qui connaissent un vrai triomphe commercial. Pour les enseignants statuologues qui ne rêvent que d'uniformité, les temps sont durs et la rentrée s'annonce cruelle !

Vers une rentrée scolaire inédite

N'en déplaise à certains, Jérôme Salomon le Directeur général de la santé, vient de déclarer devant une commission parlementaire que « ne pas se préparer à un deuxième vague serait une faute majeure ». S'expriment aussi sur ce sujet de nombreuses instances

⁶ Il s'en vend 4 millions entre juin et août en année ordinaire ; déjà le même nombre a été acheté pendant les 2 moins de confinement ! C'est la seule catégorie de livres à avoir profité de la crise.

V₂

internationales et nationales dont l'Europe, l'UNESCO⁷ (qui voit là une occasion de réinventer l'école et se demande si c'est la fin du travail en groupes), l'OCDE, et chez nous, France stratégie. Sans doute le rôle des éducateurs est-il à repenser. Les mêmes causes produisant les mêmes effets ou presque, depuis le début de la crise, les ministres de l'éducation se réunissent une fois par mois par visioconférence pour faire le point et échanger sur les solutions qu'ils mettent en place, le modèle qui les inspirent et les *scenarii* qu'ils préparent. Par exemple pour nous, en septembre tout commencera par des évaluations « systémiques, universelles et obligatoires des élèves » comme l'a déjà annoncé le ministre aux médias, même si notre pays se distingue de beaucoup d'autres par sa très grande réticence à l'évaluation en général et sans doute plus encore dans ce cas particulier. Cela sera détaillé dans la prochaine circulaire de rentrée dont la sortie imminente se fera pendant les vacances scolaires, façon d'envoyer un message pour dire de façon un peu hypocrite qu'il ne faut pas confondre les vacances des élèves et celles des enseignants. Selon le ministre, en septembre les conditions sanitaires seront réunies pour un retour à la normale dans les salles de classe (si j'osais, je dirais « que Dieu l'entende » !), donc pour une rentrée « proche » de l'ordinaire, tout en sachant qu'il faut se préparer aux crises qui pourraient arriver les unes après les autres en cours d'année « en tirant les leçons de ce qu'on a vécu », dit-il. Oui, faisons-le ! Cette fois, on ne peut pas laisser venir un nouvel épisode de ce type sans que tous les acteurs y soient préparés ; ce serait irresponsable.

Par ailleurs, la crise a servi de grand révélateur des problèmes de fonctionnement du système éducatif, plaçant brutalement sous les projecteurs une partie des questions taboues⁸ jusque-là dissimulées sous le tapis. Nous l'avons déjà écrit : le roi est nu ! La prérentrée qui s'annonce et sur laquelle je reviendrai sera un nouveau révélateur. Les syndicats ont fini par le réaliser et ont changé de ton, au moins l'Unsa. Ils demandent au ministre d'anticiper la rentrée et de préparer plusieurs *scenarii*. Il faudrait prévoir des jours de prérentrée pour tout organiser disent-ils. Chiche ? Alors, fin août conviendrait bien ! Comment éviter de savoir où chaque élève en sera ? Ce sera une grande première dans le métier ! Dans un récent reportage pour un journal télévisé, dans une classe de CM, on voyait l'enseignante faire une leçon et un gamin se tourner à voix basse vers le journaliste en lui disant d'un air coquin « j'ai déjà fait cette leçon, mais cela ne fait rien ». Combien de fois ceci va-t-il se produire ? Selon le recteur Daniel Auverlot, l'académie de Créteil propose déjà que dans les classes soient constitués plusieurs groupes de niveaux, au moins trois. Pourquoi pas ? Les écoles à classe unique ont de bons résultats. Mais si les enseignants veulent se caler sur les acquis des élèves, sont-ils formés à cela ? En France, non, bien sûr.

Globalement, pourra-t-on se contenter d'un pilotage à l'aveugle à partir des seules mesures sanitaires qui seront nécessairement évolutives, très territorialisées et qui relèveront sans doute des préfets ? Un mixte sera à réaliser entre les contraintes sanitaires à respecter et

⁷ Avec 1,5 milliards d'enfants concernés, c'est 90% de la population scolaire mondiale qui a été déscolarisée.

⁸ Alain Bouvier, 2019, *opus cit.*

V₂

qui peuvent évoluer de semaines en semaines et les niveaux de connaissances acquises par les élèves pendant les 6 mois de crise, puis tout au long de la prochaine année scolaire pour poursuivre l'individualisation et l'accompagnement.

On peut aussi s'intéresser à ce que font les pays qui nous entourent. Peu sont disruptifs et imaginent une école qui serait facultative ou seulement à temps partiel en présentiel. Citons un exemple au niveau scolaire dans un pays voisin. Les 3 ministres de l'éducation en Belgique se sont mis d'accord sur un plan dans lequel, à la rentrée, les écoles maternelles et primaires seront ouvertes, ainsi que les cantines pour le secondaire, avec 4 *scenarii* repérés par des couleurs, vert, jaune, orange et rouge, qui sont envisagés :

- 1) - une situation « normale » où tous les élèves de tous les niveaux sont en présentiel.
- 2) - une situation à risques modérés comme aujourd'hui, avec 4 jours en présentiel et un jour d'enseignement à distance sur la base de consignes données en classe. Les articulations sont encore à travailler.
- 3) - une situation à risque médical élevé ; les élèves, en groupes fractionnés viendraient à raison de 2 jours par semaine, le reste du temps l'enseignement étant assuré à distance. En conséquence, les enseignants sont invités à préparer dès à présent des situations hybrides d'enseignement.
- 4) - une situation considérée comme aigüe sur le plan sanitaire et où tout l'enseignement se ferait soit partiellement par demi-groupes mais avec des règles très strictes et contraignantes, soit totalement à distance. C'est le Conseil national de sécurité belge qui prendra les décisions. La situation se posera en des termes différents le jour où existera un vaccin efficace. Enfin, des moyens financiers conséquents sont prévus pour la lutte contre le décrochage. Chez nous, je suis admiratif de la façon dont la Mission laïque française prépare pour les lycées français à l'étranger différents *scenarii* avec ses innovateurs engagés et très unis. Elle sait que ce sont alors les professeurs qui changent l'école.

En France, quelle que soit la situation après la rentrée de septembre, surtout s'il y a des rechutes partielles, locales, régionales, voire nationales, nos concitoyens attendent une vraie continuité pédagogique. Si de nouveaux confinements sont nécessaires, il faudra faire mieux que cette fois. En gros, elle a été assurée grâce aux enseignants mobilisés pendant la période de confinement (à la satisfaction de trois quarts des parents, nous l'avons noté) mais elle fut complètement déstabilisée pendant les 3 actes de déconfinement. On perçoit donc ce qu'il faut éviter ! De plus, 80% des parents demandent que les services numériques offerts soient plus adaptés, moins nombreux peut-être, mais surtout moins compliqués et plus efficaces. Certes,

V₂

on doit pouvoir faire mieux ! Reste entière l'importante question des effets sociaux de ces dispositifs complexes qui s'avèrent très inégalitaires, encore plus que l'école en présentiel qui l'est déjà beaucoup et demandent donc des formes d'accompagnement spécifiques.

Il se dit que le ministre « consulte à tout va » pour tirer les leçons de la crise et ne pas laisser retomber le soufflé. Il accorde une grande importance aux futurs *États généraux⁹ du numérique* les 4 et 5 novembre prochain, qui seront précédés d'opérations du même type, organisées dans chaque académie. Ils porteront sur la continuité pédagogique, les modalités de travail hybride et de désynchronisation des temps et lieux d'apprentissages dans une perspective très globale d'apprentissage. En amont, tout cela sera alimenté par ce qui sera recueilli auprès des enseignants, des parents d'élèves, des cadres, des élus locaux, des agents administratifs, etc. pour préparer ces États généraux. La rentrée sera intense mais sans doute peu disruptive. Non, non, le mammoth est seulement un mythe !

Le mocking bird vous souhaite un bel été !

Recteur Alain Bouvier

Professeur associé à l'université de Sherbrooke

5 juillet 2020

⁹ Dans les six mois qui vont suivre la rentrée de septembre, il y aura plusieurs opérations de grande importance, le plus souvent organisées à Paris, à l'initiative des pouvoirs publics, de *think tank*, d'associations de chercheurs (comme l'énorme Biennale de l'éducation) ou de laboratoires de recherche (comme le Cnesco). Il y a de quoi s'y perdre !